

Contre la privatisation du réseau ferroviaire en Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Motion déposée par le groupe Front de Gauche,
soutenue par le groupe Socialiste, Radical et Républicain**

Rapporteur : Gérard Piel

La société Thello, composée de Trenitalia et de Véolia, utilisant les directives européennes permettant l'ouverture à la concurrence du réseau ferroviaire français, souhaite faire circuler un train entre Marseille, Gênes et Milan en horaires de pointe TER (départ Marseille 7h31).

L'utilisation de ce sillon supprimerait de fait un TER existant (n°17475) et risquerait de supprimer aussi, le sillon régional 17476, au départ de Nice à 13h55.

Au-delà des débats techniques, nous souhaitons que le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur s'oppose fermement à toute tentative de privatisation du réseau ferroviaire régional. Il serait insupportable de constater que l'argent des contribuables régionaux, utilisés pour rénover et étendre le réseau, profite à une compagnie privée.

Depuis des années, la majorité régionale a fait du ferroviaire une priorité. Les investissements de notre collectivité ont été décisifs pour arrêter le délitement de la SNCF, pour stabiliser et relancer le développement des TER, les travaux, les achats de matériel, les contrats de plan et de projets, la politique tarifaire sociale. Tout cela a été porté, construit depuis plus de quinze ans avec comme leitmotiv le maintien d'un service public de qualité.

L'ouverture à la concurrence ferait voler en éclats tous les efforts réalisés dans le but de développer un service public de qualité en direction des usagers du train. Elle remettrait en cause notre politique régionale ferroviaire, nos choix politiques, privilégiant la rentabilité plutôt que le transport des personnes.

Voilà pourquoi les Conseillers régionaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur exigent que la demande de la société Thello, d'obtenir l'ouverture du réseau ferroviaire régional pour concurrencer les TER, tout en utilisant les infrastructures financées par le Conseil régional, soit rejetée. Ils exigent aussi d'être informés préalablement de toutes nouvelles demandes de ce type.